

L'association remercie ses soutiens



Les conclusions sous forme d'un recueil de propositions seront adressées aux institutions décisionnelles françaises et de l'Union européenne concernées. Remises aux intervenants, ceux-ci pourront les diffuser ou demander à ce qu'elles soient officiellement adressées à des autorités nationales de leur choix.



ASSOCIATION EUROMED - IHEDN  
Contact : Jean François COUSTILLIERE, président, Tél : 06 34 19 28 79  
Courriel : [association-euromed-ihedn@wanadoo.fr](mailto:association-euromed-ihedn@wanadoo.fr) • Site : [www.euromed-ihedn.fr](http://www.euromed-ihedn.fr)



## Dimension stratégique du changement climatique en Méditerranée occidentale d'ici 2050

organisées par l'association Euromed-IHEDN  
jeudi 9 juin 2016  
à Marseille, Villa Méditerranée



# Les 7<sup>e</sup> Rencontres de Cybèle

## Organisation

**Quatre intervenants  
provenant des pays riverains sud  
et quatre de France  
ont été invités**

accueil 8 h 15 - 8 h 30

**ouverture et présentation 8 h 30 - 9 h**

par monsieur le contre-amiral (2S)

**Jean-François COUSTILLIERE,**

*président de l'association Euromed-IHEDN*

et monsieur l'Ambassadeur

**Bernard VALERO,**

*directeur de l'AVITEM*

**première table • 4 intervenants 9 h - 11 h**

pause 11 h - 11 h 30

**seconde table • 4 intervenants 11 h 30 - 13 h 30**

clôture 13 h 30 - 13 h 45



# Les 7<sup>e</sup> Rencontres de Cybèle

## Problématique et objectifs

L'ambition de ces rencontres est, à partir des hypothèses aujourd'hui développées, d'analyser les conséquences du réchauffement climatique ayant une portée stratégique, et de proposer des dispositions à adopter pour tenter de contenir leurs conséquences.

L'accord de Paris clôturant la COP 21 en décembre 2015 apporte une dimension souvent méconnue : celle de consacrer l'exigence de préservation des droits humains des populations impactées par le réchauffement climatique.

En effet, la déclaration finale de la COP 21 reconnaît « *que les changements climatiques sont un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière* » et appelle les Parties, lorsqu'elles prennent des mesures pour faire face à ces changements, « *à respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable, et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations* ».

Cette exigence face aux risques ainsi identifiés constitue bien une orientation stratégique.

Dans les pays sahéliens, les sécheresses accélèrent les processus migratoires déjà existants. Ces migrations en interne peuvent entraîner de nouveaux conflits qui accroîtront les déplacements vers le Nord s'ajoutant aux migrations déjà existantes du fait de l'insécurité alimentaire, des conflits en cours ou de l'évolution climatique.

Une hausse de température de 2° d'ici 2100 provoquerait également, selon les experts, d'autres phénomènes :

- La hausse du niveau de la mer serait particulièrement impactante en Méditerranée en raison de la concentration des populations sur les littoraux et de la rareté des terres arables, également concentrée sur les littoraux ;

- les événements climatiques extrêmes seraient de plus en plus nombreux et puissants (inondations, vagues de chaleur,

cyclones, tempêtes, feux de forêts, etc.) ;

- les glaciers en Arctique et dans les zones montagneuses disparaîtraient, accroissant encore la montée du niveau des mers ;

- ailleurs, les pénuries d'eau seraient de plus en plus fréquentes et la dégradation des sols plus marquée ;

- les productions agricoles diminueraient du fait de la désertification, des sécheresses et des inondations : d'où des insécurités alimentaires et des instabilités rurales renforcées ;

- à quoi s'ajouteraient le développement des maladies infectieuses (malaria en Afrique, choléra en Asie) et animales.

Par ailleurs, les prévisions concernant le changement climatique laissent à penser que les précipitations dans la région pourraient diminuer de 10% à 40% d'ici 2050. Autrement dit la région méditerranéenne prise globalement pourrait se retrouver confrontée à une véritable crise de l'eau et donc de l'agriculture.

Chacun de ces phénomènes est susceptible d'augmenter les flux migratoires voire de créer de nouvelles routes, déstabilisant les Etats, nourrissant les trafics, augmentant l'insécurité, favorisant l'émergence d'Etats de non droit et multipliant les occasions de conflits.

Dans cette perspective, et avec le souci d'être force de propositions, notamment pour une coopération mieux coordonnée, les tables rondes, articulées sur une demi-journée, traiteront respectivement :

- **Les effets du bouleversement des territoires et de l'espace maritime de la Méditerranée occidentale** ; (ressources alimentaires, disponibilité de l'eau, modifications géographiques, raréfaction des ressources)

- **Les conséquences de la dégradation de l'environnement extérieur de l'espace Méditerranée occidentale** ; (accroissement des migrations consécutif à des besoins économiques ou à des conflits)

Le but de ces Rencontres est bien de dégager des recommandations à l'intention des décideurs pour prévenir les risques ainsi identifiés.



# 7<sup>e</sup>

Les  
Rencontres  
internationales  
de Cybèle

## Les effets du bouleversement des territoires et de l'espace maritime de la Méditerranée occidentale

La région de Méditerranée occidentale, espace terrestre et maritime va, en effet, connaître dans les années à venir de profonds bouleversements, dus notamment aux changements climatiques, qui vont affecter tant les ressources alimentaires que celles en eau. L'environnement marin va être modifié tandis que les mouvements de population vont faire naître des besoins énergétiques imposant de s'interroger sur une nouvelle répartition démographique et, bien sûr, sur le devenir de l'environnement. Les intervenants de cette première table vont donc s'efforcer d'évaluer les modifications de ces divers paramètres qui caractérisent la région concernée et d'en mesurer l'ampleur afin d'apprécier les conséquences stratégiques à en attendre soit les risques et les menaces dont il conviendrait respectivement de se prémunir ou de prévenir.

### Table 1

modérateur



#### Jean-François DAGUZAN,

Jean-François Daguzan est détenteur d'un doctorat en Droit et d'un doctorat d'Etat en Science politique

Après avoir assuré les fonctions de chercheur associé au Centre d'études et de recherche sur l'armée à l'Université de Toulouse I, celles de professeur de droit à l'Ecole de commerce ESICAD de Toulouse, et celles de chargé de mission au Secrétariat général de la Défense nationale pour les questions industrielles et de R&D, il est professeur visiteur (Senior Associated Member) au Middle East Centre du Sant Antony's College à Oxford. Il est ensuite directeur des recherches à la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques. En 1991 il devient Maître de recherche au Centre de Recherches et d'Études sur les Stratégies et les Technologies de l'Ecole polytechnique, avant de devenir avec la fusion du CREST et de la FED, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Il est membre du Conseil scientifique de l'association Euromed-IHEDN.

Ses centres d'intérêts portent sur les problèmes stratégiques Méditerranée/Moyen-Orient/Asie centrale, la prolifération et enfin le terrorisme et la sécurité intérieure.

Jean-François Daguzan est aussi co-directeur de la revue *Géoéconomie*, rédacteur en chef de la revue *Maghreb-Machrek* et co-directeur de la revue *Sécurité globale* (créée en octobre 2007). Il a écrit de nombreux articles et ouvrages dont « *Terrorisme(s)*, abrégé d'une violence qui dure », CNRS Editions, Paris, 2006



Les  
Rencontres  
de  
Cybèle

## Impacts stratégiques des insécurités alimentaires et rurales en Méditerranée occidentale.

La Méditerranée est l'un des points chauds du réchauffement climatique global. Zone sèche et chaude par nature, l'augmentation des températures, la diminution des précipitations et la désertification menacent l'agriculture méditerranéenne qui doit, aujourd'hui déjà, composer avec les effets du changement climatique. Les rives Sud et Est de la Méditerranée sont les principales concernées avec un impact important sur la production agricole.

La sécurité alimentaire de ces régions, grandes importatrices de denrées alimentaires et principalement de céréales, risque d'être lourdement affectée par ces bouleversements.



#### par Sébastien ABIS • France

Administrateur principal au CIHEAM. A ce titre il participe au travail de coordination technique et diplomatique entre les 13 Etats membres de l'Organisation, assistant au plus près le Secrétaire général du CIHEAM. Il contribue à la synergie des activités de formation, de recherche et de coopération que celle-ci déploie dans la région méditerranéenne dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des territoires ruraux. Il est aussi analyste géopolitique, spécialisé sur les enjeux stratégiques de l'espace euro-méditerranéen, de l'agriculture, de l'alimentation et du commerce de céréales. Dans ce domaine, il développe des travaux sur la puissance et l'influence de la France dans le monde, notamment à travers sa diplomatie économique et son rôle pour la sécurité alimentaire mondiale. Enfin, Sébastien Abis est aussi chercheur associé à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques) et conseiller scientifique pour le groupe Futuribles international. Il assure également la fonction de membre du comité de rédaction de la revue *Confluences Méditerranée* et du Conseil scientifique de l'association Euromed-IHEDN.

## Les liens Eau - Énergie - Agriculture en Méditerranée occidentale face aux changements climatiques ?

En réponse à une concurrence accrue pour l'accès à l'eau douce et à une raréfaction de la ressource renouvelable sur les rives sud et est de la Méditerranée, les pouvoirs publics ont privilégié des solutions ayant un coût énergétique élevé consistant à augmenter la ressource disponible (entre autres par le recours au dessalement de l'eau de mer, à l'exploitation des aquifères (à eau renouvelable ou fossile), à des transferts massifs d'eau sur de longues distances). En 2025, la demande en électricité pour l'eau des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée devrait représenter près de 20% de la demande totale en électricité de ces États, tous usages confondus...

A l'intrication des enjeux liés à l'eau, l'énergie et l'agriculture s'ajoute une quatrième dimension, le changement climatique, ce qui réduit encore les marges de manœuvre des acteurs des politiques de l'eau et de l'énergie.



#### par Alexandre TAITHE • France

Politiste et juriste de formation, Alexandre Taithe est chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Il travaille sur les politiques de l'eau, les régimes de propriété de la ressource, sa qualification et sa tarification. Ses recherches ont également pour objet le changement climatique, les dégradations environnementales et leur influence sur des questions de sécurité (instabilité sociale, politique, régionale et interne), et les régulations carbone. Ses travaux récents portent sur l'Asie du Sud, l'Afrique de l'Est, et l'Arctique. Consultant extérieur au CERI entre 2000 et 2002, il enseigne ou a enseigné à l'Université Paris I, l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et à l'Institut Catholique de Paris. Il est l'auteur de « *Partager l'eau. Les enjeux de demain* » aux Editions Technip en 2006, de « *L'eau. Un bien ? Un droit ?* » aux éditions UNICOMM en 2008, de « *L'eau en Méditerranée : fonder une stratégie commune. Services de l'eau, climat, sécurité* », en co-direction avec Pierre Beckouche et Zoé Luçon (l'Harmattan, 2010), et de « *Les frontières invisibles de l'eau. Géopolitique des eaux souterraines transfrontalières* », avec Franck Galland, aux éditions Technip (à paraître, septembre 2016).

## Impacts stratégiques des changements de l'environnement marin en Méditerranée occidentale.

La Méditerranée occidentale reste fortement influencée par l'apport des eaux atlantiques via le détroit de Gibraltar. Le littoral méditerranéen subit une forte pression anthropique liée à divers facteurs : bétonisation, pollution organo-minérale, surpêche, exploitation de sable marin, forte érosion littorale... On constate aussi un nouveau phénomène, l'augmentation de la concentration des produits pharmaceutiques. Avec le changement climatique apparaissent des espèces exotiques qui perturbent l'équilibre de l'écosystème. L'arrière-pays des zones littorales subit des sécheresses répétées et des événements extrêmes. L'un des risques majeurs est la migration des populations.

Un renforcement de la coopération est donc plus que nécessaire.



#### par Bouchta EL MOUMNI • Maroc

Bouchta El Moumni est titulaire d'une licence en biologie-géologie à l'Université Mohamed-V de Rabat et d'un DEA en océanologie de l'Université Paul Sabatier de Toulouse. Docteur en océanologie de l'Université de Perpignan et docteur d'Etat de l'Université Moulay Ismail il détient également le certificat de l'Union européenne et de l'UNESCO en gestion intégrée des zones côtières de l'université de Nice. Il assure les fonctions de responsable-fondateur d'une maîtrise en océanologie et environnement marin et d'une UFR intitulée « Océanologie et climatologie de la zone côtière marocaine de part et d'autre du détroit de Gibraltar ». Il assume également la responsabilité, côté marocain, du projet international Hydrochanges lié au changement climatique impliquant 8 pays méditerranéens. Coordinateur côté marocain de 3 projets financés par l'UE en relation avec les changements globaux (MATER, ADIOS et MEDINA), il est aussi délégué national du Royaume du Maroc auprès de la CIESM. Bouchta El Moumni est auteur ou co-auteur d'articles parus dans des revues internationales et a participé à la rédaction de nombreux ouvrages scientifiques. Enfin il est doyen de la faculté Polydisciplinaire de La Larache (Université Abdelmalek ESSAADI) depuis 2009.

## Dans un contexte régional, le droit à un environnement sûr et sain peut-il intervenir sur le cadre juridique des pays de Méditerranée occidentale ?

Face au changement climatique, le droit à un environnement sain et sûr peut-il intervenir sur le cadre juridique des Etats de la Méditerranée occidentale ?

Le droit à un environnement sain et sûr implique un grand nombre de droits humains : le droit d'accès à l'information, le droit à la santé... Les changements climatiques pourraient avoir des effets néfastes sur ces droits.

Comment contenir ce risque ?

Le droit de l'environnement comme ensemble des règles juridiques ayant pour objectif de garantir le droit à un environnement sûr et sain, est-il capable face aux changements climatiques, d'œuvrer à anticiper leurs impacts négatifs sur les droits humains ? Quelles modifications entreprendre dans les droits respectifs des Etats du bassin ouest de la Méditerranée ?



#### par Wahid FERCHICHI • Tunisie

Wahid Ferchichi est docteur en droit et professeur agrégé en droit public. Il dirige le master de droit de l'environnement à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis (Université de Carthage). Expert auprès de l'UICN, il a participé à l'élaboration de plusieurs textes juridiques portant sur des thématiques environnementales. Il a également conduit des travaux pour l'élaboration, du décret tunisien relatif à l'écolabel, au code des eaux, au code de l'environnement, au code forestier, à la loi relative à la gestion des déchets...; Auteurs de plusieurs études et ouvrages, Wahid Ferchichi a notamment élaboré un ensemble de travaux portant sur le rôle de l'Etat dans la protection de l'environnement, le rôle du juge dans la protection de l'environnement.

Membre actif de la vie publique en Tunisie, Wahid Ferchichi a été membre de l'Instance nationale d'investigation sur les affaires de corruption et malversation et membre de la commission nationale supervisant le dialogue national sur la justice transitionnelle. Aujourd'hui il est membre de l'Instance nationale de protection des données à caractère personnelle...

# 7<sup>e</sup>

Les  
Rencontres  
internationales  
de Cybèle

## Les conséquences de la dégradation de l'environnement extérieur de l'espace Méditerranée occidentale

La Méditerranée occidentale n'est pas indépendante de son voisinage politique, géographique et humain. Elle subit inévitablement les conséquences des événements qui surviennent dans les pays voisins. Les crises redoutées dans le sub-Sahara, les impacts du changement climatique, le stress hydrique etc... ne manqueront pas d'influencer les migrations et de modifier les équilibres démographiques des pays de Méditerranée occidentale. En quoi cette évolution impactera-t-elle les rapports stratégiques ?

C'est à cette question que les intervenants de cette seconde table s'emploieront à répondre pour évaluer le devenir des relations internationales, des priorités à définir et des dispositions à envisager.

### Table 2

modérateur



#### Michel MASSON,

Admis à l'Ecole de l'air de Salon de Provence en septembre 1971.

Il assure diverses fonctions dans le transport aérien avant de prendre le commandement de l'escadron de transport outre-mer 050 à Saint-Denis de la Réunion. Il commandera ensuite le Groupe aérien mixte 56 d'Evreux, avant de suivre à partir d'août 1990 le stage de l'Ecole supérieure de guerre interarmées à l'Ecole militaire à Paris.

Il est alors appelé pour servir au cabinet du ministre de la Défense comme adjoint air au chef du cabinet militaire.

En juillet 1994, il prend le commandement de la base aérienne 190 de Faa'a et des éléments air en Polynésie française.

En août 1999, il est désigné comme adjoint au directeur « Affaires internationales et stratégiques » au Secrétariat général de la défense nationale.

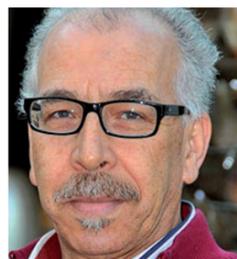
Il est ensuite nommé sous-chef d'état-major « relations internationales » de l'état-major des armées.

En juillet 2005, il s'est vu confier le poste de directeur du renseignement militaire. Après avoir quitté les forces armées, Michel Masson a accepté d'être membre du Conseil scientifique de l'Association Euromed-IHEDN.

### Influence des crises sub-sahariennes potentielles sur les migrations en région Méditerranée occidentale.

Le changement climatique et ses effets sur les situations tant écologiques que socio systémiques perturbent les équilibres notamment celui de l'homme avec son milieu déjà très fragile. L'émigration s'accroît encore.

La Méditerranée occidentale, passage vers l'Europe, constitue la destination géographique la plus recherchée par les migrants sub-sahariens, engendrant la déstabilisation à la fois de la population déplacée, de son milieu de départ, et du milieu d'accueil. Pour contenir cette perturbation il est nécessaire d'agir dès à présent à ces trois niveaux :  
Sauvegarder et développer les milieux fragiles ;  
Promouvoir dans les pays d'accueil une politique d'immigration mieux structurée ;  
Améliorer le développement humain des individus dans leurs pays d'origine.



#### par Mohammed Saïd KARROUK • Maroc

Mohammed Saïd Karrouk détient un doctorat en climatologie obtenu à l'Université de Paris-Sorbonne (Paris IV) et un doctorat d'Etat en climatologie délivré par l'Université Hassan II.

Après avoir été secrétaire général de l'Université Hassan II-Ben M'Sick il assume les fonctions de professeur de l'enseignement supérieur-chercheur dans la même université.

Ses domaines de spécialité et de compétence s'appliquent à la prédiction du climat au Maroc et en Méditerranée occidentale, aux mécanismes du changement climatique, au développement durable, aux impacts du changement climatique au Maroc et en Méditerranée occidentale ainsi que l'adaptation à ce changement et enfin aux processus atmosphériques de la désertification au Maroc et en Méditerranée occidentale.

Mohammed Saïd Karrouk est également membre fondateur, élu au bureau de l'Association francophone de géographie physique et directeur du laboratoire des changements environnementaux et de l'aménagement territorial à Casablanca.

### Stress hydrique en Afrique sub-saharienne et conséquence stratégique sur la région Méditerranée occidentale.

L'Afrique, continent le plus chaud et le plus sec du monde, doit d'ores et déjà faire face aux effets des changements climatiques dont les impacts menacent la sécurité alimentaire et le fragile équilibre socio-économique de la région. Dans un contexte de faible capacité de résilience, les populations affectées n'ont d'autre choix que de migrer vers le Nord, où l'immense majorité des migrants sont originaires de zones arides.

L'urgence de la situation incite les gouvernements africains et méditerranéens à penser de nouvelles stratégies d'adaptation et d'atténuation face au réchauffement climatique.



#### par Aurore BÉNASSY • France

Titulaire d'un Master 2 en Relations internationales et gestion de programmes internationaux de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) à Paris.

Actuellement chercheuse et chargée des publications au Secrétariat général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéenne (CIHEAM) à Paris.

Spécialiste de l'alimentation, de l'agriculture et des changements climatiques.

### Quels impacts attendus des politiques de lutte contre le changement climatique au Maghreb ?

Comment les pays de la Méditerranée occidentale prennent en charge les problématiques climatique et énergétique ?

Quels sont les enjeux stratégiques des choix de mix et de technologies énergétiques ?

Quels impacts sur l'indépendance énergétique des pays de la région, leurs relations et développement économique ?



#### par Farid YAKER • Algérie

Diplômé en agro-économie de l'université de Californie à Davis (MS), Farid Yaker est économiste du développement, spécialisé sur les questions de développement durable des pays du Sud et de coopération Nord-Sud.

Il a enseigné à l'université de Blida (Algérie) au début des années 90 avant de s'établir en France où il a d'abord été chargé de programme puis directeur de l'ONG Enda Europe (Environnement développement action - www.enda-europe.org).

Farid Yaker est depuis 2008 administrateur de programme au PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement) en charge des achats publics durables.

### La région Méditerranée occidentale confrontée aux nouveaux risques induits par le changement climatique.

L'accumulation des urgences en Méditerranée (conflictualité généralisée, migrations, transitions démocratiques) fait perdre de vue l'urgence ultime du changement climatique. L'accord de Paris a pourtant mis en avant une triple responsabilité qu'il s'agit de transformer en réalités (COP 22) : pour les pays développés, celle d'assurer un flux d'aide pérenne de 100 Mrds de \$/an vers le Sud; pour les pays en développement, celle d'intégrer la variable climatique dans leurs perspectives de développement économique et social ; pour les marchés, celle de mobiliser les acteurs privés sur ces changements. Réussir cette transition implique que les pays Méditerranéens relèvent un double défi : celui de leur organisation économique, celui du rattrapage capacitair ; mais au-delà de ces choix, il leur faudra également s'insérer durablement dans les structures diplomatiques et financières définies par la gouvernance mondiale.



#### par Henry MARTY-GAUQUIÉ • France

De formation juridique et en sciences politiques, Henry Marty-Gauquié a consacré toute sa carrière à la construction européenne. En 1978, il entre au service du Premier ministre français (Raymond Barre) au secteur juridique du S.G.C.I., actuellement S.G.A.E. De 1981 à 1989, il sert successivement à la Cour de justice de l'Union européenne (comme Premier référendaire du juge français), puis à la Cour des comptes de l'Union (comme juriste puis directeur du cabinet du Président). En 1989, il a rejoint la Banque européenne d'investissement (BEI) où il devient porte-parole et directeur de la communication groupe, puis représentant du groupe BEI en France. Il était également responsable de la liaison avec les institutions internationales non communautaires.

En retraite, directeur honoraire de la Banque européenne d'investissement (BEI) et ancien représentant du groupe BEI en France, il exerce toujours diverses responsabilités extérieures pour la banque, dont celles d'administrateur du Centre pour l'intégration en Méditerranée (CMD), de l'Institut de la gestion déléguée (IGD) et de l'Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO).

